

Questions orales

• (1430)

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, le gouvernement n'a jamais délivré un transporteur du paiement de ses impôts.

Comme l'industrie aérienne est cyclique, nous avons de temps à autre pris des arrangements avec certaines compagnies aériennes qui éprouvaient des difficultés. Nous avons aidé des transporteurs d'autres façons. Tous les transporteurs sont traités équitablement.

Nous allons continuer de le faire avec prudence et compassion afin de préserver les milliers d'emplois de ce secteur.

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, nombre de Canadiens voudraient que le gouvernement fasse preuve d'un peu de compassion quand vient le temps de percevoir les impôts.

[Français]

Les politiques de ce ministre sont en complet désarroi. Il les réduit au niveau de mots vagues concernant la capacité et l'aide financière donnée par la porte arrière. S'il est lui-même incapable de formuler une politique, pourquoi hésite-t-il à présenter le rapport de la Commission de révision qui est entre ses mains depuis le 30 janvier?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, c'est assez difficile de suivre le raisonnement du député d'en face dans ce dossier. Il s'inquiétait il y a quelque temps sur ce que nous allions faire pour s'assurer qu'une entreprise importante ne fasse pas faillite avant d'avoir examiné toutes ces possibilités. Nous avons pris les positions nécessaires pour que cette compagnie ait l'espace nécessaire pour examiner la situation. Je pense que jusqu'à maintenant cela a donné des résultats satisfaisants.

En ce qui concerne le rapport de la Commission de révision que nous avons mise sur pied pour la Loi nationale sur les transports, le rapport nous a été remis. Nous sommes en train de l'examiner afin de pouvoir le remettre à la Chambre des communes le plus tôt possible.

[Traduction]

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, le ministre des Transports parle de résultats satisfaisants. Pourtant, il est en train d'assister à la désintégration de l'industrie du transport aérien au Canada.

Le président des Lignes aériennes Canadien International demande à Ottawa d'exiger une réduction du nombre de sièges. Le président d'Air Canada demande un report des droits d'atterrissage. Le président de Natio-

nair réclame de l'aide financière du gouvernement fédéral.

Voici la question que tous les Canadiens se posent: mais que fait donc ce ministre? Quand se décidera-t-il à produire un plan pour stabiliser l'industrie du transport aérien au Canada, la tirer de cette mauvaise passe où l'a acculée le gouvernement?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, je pense que nous pouvons être très fiers de notre industrie du transport aérien quand on voit les difficultés que connaît cette industrie partout dans le monde.

Dans d'autres pays, comme aux États-Unis, plusieurs sociétés ont fait faillite et beaucoup d'emplois ont été perdus. Jusqu'à maintenant, le Canada a réussi à conserver toutes ses sociétés aériennes en se montrant compréhensif tout en restant prudent sur le plan financier.

[Français]

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, les politiques de ce gouvernement sont en train de tuer les lignes aériennes. Ce ministre se prend-il pour Ponce Pilate? N'est-il pas prêt immédiatement à prendre les actions nécessaires pour empêcher un désastre dans cette industrie?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, alors que les compagnies aériennes du monde entier subissent actuellement une période très difficile, qu'il y a eu plusieurs faillites de compagnies aériennes dans plusieurs pays et que de nombreux emplois ont été perdus, je dois répéter que le Canada est très fier d'avoir réussi à tenir en vie avec difficulté toutes ses compagnies aériennes et d'avoir préservé autant d'emplois dans cette importante industrie qui est en train de se restructurer avec difficulté, mais qui est en train de le faire.

On a vu les positions qui ont été prises au cours des derniers jours par les plus importantes compagnies, qui commencent à comprendre qu'elles ont elles-mêmes à décider de réduire leur capacité puisqu'elles admettent qu'il y en a trop actuellement.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe): Ma question s'adresse au ministre de l'Environnement.

Nos enfants hériteront d'un pays malade si on le compare au pays dont nous avons hérité. Les Canadiens ne veulent pas voir ce déficit environnemental croître comme le déficit financier. L'an dernier, sous la pression, le gouvernement a adopté une loi sur les évaluations envi-